

**dans ce numéro: DEBUT DE NOTRE ENQUETE  
SUR «LA NOUVELLE EXTREME GAUCHE»**

# I'Humanité *rouge*

*Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

**1,50F**

Adresse : B.P. 293  
75886 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE

N° 362

mercredi 5 novembre 1975

## FORD SUR LA ROUTE DE «PEARL HARBOUR»

C'est dans la nuit de mardi à mercredi que le président américain, Ford, expliquera sans doute les raisons du remaniement ministériel qu'il s'apprête à effectuer. Chacun s'attend en effet à ce qu'il annonce officiellement le remplacement du secrétaire à la Défense, James Schlesinger, par le secrétaire général de la Maison-Blanche, Donald Rumsfeld.

Un tel brutal limogeage visant un responsable aussi important pour la politique américaine ne peut manquer d'avoir une signification et des conséquences internationales. James Schlesinger, en effet, a toujours été bien connu pour la franchise de ses propos chaque fois qu'il parlait de la rivalité soviéto-américaine. Ne mâchant pas ses mots quand il s'agissait de souligner le déséquilibre croissant du rapport des forces entre les deux géants impérialistes, il se déclarait partisan d'une politique de fermeté pour s'opposer aux préparatifs offensifs de l'URSS.

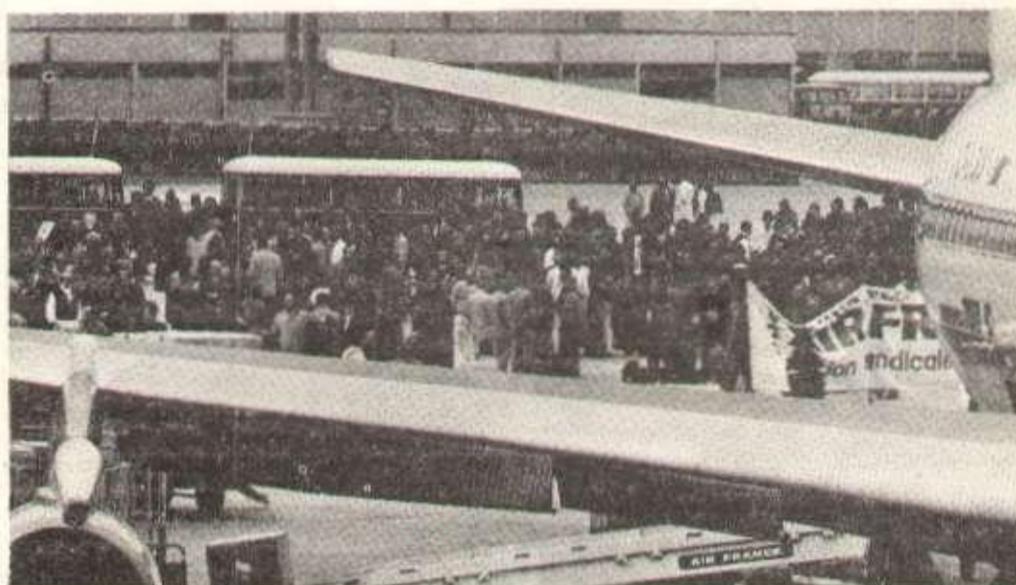
Or les derniers mois ont montré que dans la dispute pour la domination mondiale, qui les oppose aux expansionnistes russes, les chefs de file actuels de l'impérialisme américain, Ford et Kissinger, préfèrent jouer le jeu de la soi-disant «détente». La conférence d'Helsinki, plus récemment les déclarations de Kissinger à Pékin, les accords céréaliers américano-soviétiques tendent à prouver que face à l'effondrement de leur empire et à l'offensive des gangsters du Kremlin pour les remplacer, les gangsters américains préfèrent temporiser. Le limogeage de Schlesinger est un sourire à Moscou : il était la bête noire de l'appareil de propagande des révisionnistes russes. Il s'opposait en effet à toute réduction unilatérale des forces américaines en Europe et avait pris position contre tout nouveau traité avec l'URSS sur la limitation des armements stratégiques si Brejnev refusait d'y inclure les nouveaux bombardiers soviétiques. Et c'est à cause de cela que la visite de Brejnev aux États-Unis prévue pour l'été dernier n'avait cessé d'être reportée.

La politique d'un pays ne dépend pas d'un homme et d'une tactique mais bien de la nature de la classe dirigeante. Ce n'est pas parce que l'on parle plus de détente que l'ère de la paix éternelle est arrivée.

(suite page 8)

## Contre l'intervention de la police

# Les grévistes d'Air-France manifestent



Trois mille grévistes d'Air-France ont manifesté lundi matin devant l'aérogare d'Orly, gardé par d'importantes forces de police.

Ils se sont ensuite formés en un long cortège, précédés de banderoles indiquant leurs revendications et se sont dirigés vers les ateliers de la compagnie nationale d'où ils avaient été expulsés dans la nuit par les CRS. Auparavant les grévistes avaient tenu une assemblée générale. Au cours de celle-ci ils ont décidé de prolonger de 24 heures la grève en cours. Ils doivent se réunir à nouveau ce matin pour déterminer les modalités de la poursuite de leur lutte !

Leurs revendications portent principalement sur les salaires, les effectifs insuffisants et les conditions d'avancement. Contrairement à leur réputation, aujourd'hui les salaires à Air-France sont très moyens : après dix ans de maison, primes incluses, un OS touche entre 2 000 et 2 500 F. Quant aux conditions de travail, du fait de l'insuffisance des effectifs, elles vont en se dégradant rapidement, notamment par la généralisation des deux huit et des trois huit.



**RHÔNE-POULENC TEXTILE :  
MOBILISATION CONTRE LES FERMETURES D'USINE**

D'après les capitalistes de Rhône-Poulenc certains produits textiles ne sont pas rentables avec le développement de la crise. C'est d'après eux le cas en particulier de la rayonne et de l'acétate.

Alors, après avoir imposé au personnel 15 jours de chômage début 75 et 3 semaines après les congés, ils parlent maintenant de fermer plusieurs usines.

C'est ainsi que l'usine de Grenoble qui emploie 800 personnes est menacée. Mais c'est aussi le cas des usines de La Voulte dans l'Ardèche, de Vaulx en Velin et de Vaise dans le Rhône, du Péage de Roussillon dans l'Isère. Ailleurs et même au siège social on applique le chômage partiel et les réductions d'horaires. Au Péage de Roussillon certains ateliers sont à 28 heures. Au total ce sont entre 1 600 et 3 800 emplois que les patrons de Rhône-Poulenc voudraient supprimer dans la branche textile. Ces fermetures d'usine interviendraient après celles qui ont eu lieu à Arques la Bataille en Normandie, et à Saint-Chamond dans la Loire.

Au total, c'est entre le 1/5 et le 1/4 du personnel du groupe textile que les patrons de Rhône-Poulenc voudraient peu à peu licencier.

Rien d'étonnant à ce que la grève de 24 heures décidée par toutes les équipes de l'usine de Grenoble ait été suivie à plus de 90 % dans l'ensemble et à 100 % dans certains ateliers.

Quant à la manifestation de Lyon, elle a regroupé entre 7 et 8 000 personnes de Rhône-Poulenc, et la combativité était grande. On remarquait une forte participation de syndiqués CFDT. Les mots d'ordre sur le défunt Programme commun lancés par quelques pontes CGT n'ont eu aucun succès.

**SITUATION CATASTROPHIQUE ?  
POUR QUI ?**

Ensuite les ouvriers partant au siège de Rhône-Poulenc textile à Vénissieux passent le poste de garde en manifestant, se rendent au centre de tri et de télex, des ouvriers restent pour l'occuper. Et ils s'arrêtent devant les bureaux des patrons de RPT et demandent que Durieux patron de RPT se présente devant les ouvriers. Là on leur répond que Durieux n'est pas là, puisqu'il est à Paris, puis finalement, comme les ouvriers manifestent leur colère on leur répond que Durieux les recevra en début d'après-midi. Ils occupent alors la cantine et prennent leur repas. A plusieurs tables on chante l'Internationale.

Des ouvriers CFDT de RPT Roanne diffusent une brochure où le Programme commun est dénoncé comme une bouée de sauvetage du capitalisme et où est avancé le mot d'ordre «une seule solution, la révolution !»

A 14h 15, Durieux et deux ou trois de ses sous-fifres se présentent à la cantine. Les ouvriers l'encerclent littéralement. Un délégué CFDT affirme qu'il n'est pas question d'une entrevue entre Durieux et les responsables syndicaux mais qu'il doit répondre aux questions de tous les ouvriers ici présents.

Durieux, tendu, avoue alors que c'est la première fois qu'il se trouve dans une situation pareille. On l'imagine en effet plus à l'aise négociant autour du tapis vert.

Il cherche néanmoins à justifier la situation «catastrophique» du groupe et à justifier le chômage et les fermetures d'usines. Un ouvrier se lève furieux et lance «vous voyez bien qu'il veut nous endormir».

Un autre, de La Voulte s'empare du micro et dit qu'il vient de l'usine d'Arques la Bataille qui a fermé pour aller à La Voulte, qui maintenant est, elle aussi, menacée de fermeture. «Et maintenant où allez vous nous envoyer ?» demande-t-il furieux.

Durieux ne répond pas. Et devant toute une série de questions de ce type, il se tait dans son coin. Ayant perdu la face, il prend ses affaires et s'en va avec ses «collaborateurs», sous les cris et les huées des ouvriers tous debout et qui tapent sur les tables.

Il reste maintenant à mettre en place les formes d'action capables de faire reculer les patrons de Rhône-Poulenc et à riposter du tac au tac à ces mesures.

Des ouvriers et ouvrières  
de RPT Grenoble

**A CHALAMPÉ (près de Mulhouse)**

La section CGT a déclaré vendredi au cours d'une conférence de presse qu'elle se «désolidarise de l'occupation du poste de garde de l'usine», qui interdit l'accès de l'établissement.

La section CGT, créée à Chalampé au début de l'année (et qui est minoritaire) préfère s'en remettre à la réunion du 7 novembre à Lyon qui regroupera toutes les organisations syndicales du groupe !

Son rôle de briseur de grèves ne s'arrête pas là, comme la CGC qui s'oppose à la grève, elle a appelé à se rassembler lundi matin devant l'usine. Et lundi matin, les jaunes sont entrés de force dans l'usine. Les grévistes n'en sont pas moins décidés à poursuivre leur action.

**A DESOMBE (Lille) :  
LES OUVRIERES CHASSENT  
LE PATRON DE L'USINE**

A Desombre, l'occupation continue, soutenue toujours plus largement par les sections CFDT des environs et par l'UL. Des affiches ont été tirées, des autocollants se seront bientôt.

Le lundi 20, 100 filices investissent l'usine à 4h du matin et sortent les stocks les plus importants. L'après-midi même, une manifestation de 300 personnes (des militants CFDT) traverse la ville et occupe la chambre patronale pendant une heure.

Le lendemain, les ouvrières s'opposent physiquement à l'entrée de la direction et de l'encadrement dans l'usine. Jeudi, le patron et ses larbins «manifestent» (avec des pancartes) devant la boîte. Soutenus par FO, les «manifestants» demandent la liberté du travail (on aura tout vu). Une nouvelle fois, quatre délégués et une militante CFDT passent en référé. Le tribunal décide l'expulsion et un lock-out temporaire, tant que la direction ne pourra pas entrer dans l'entreprise. Il ne manque donc plus que le feu vert du préfet de police.

L'intervention des flics et cette décision ont pour effet de mobiliser les travailleuses. Depuis que le patron (suivi de FO) a été chassé, la situation a changé : l'unité est le fait nouveau. Sur cette base, les perspectives sont bien meilleures.

**A Motorola (Toulouse) :  
qui sont les diviseurs ?**

Jeudi 23 octobre, à la réunion du comité d'entreprise, la direction communiquait ses nouvelles décisions :

*Aggravation du chômage partiel* : nous passons de deux jours chômés par mois à 6 jours ! Pour novembre, la direction décida de grouper les jours chômés pour la semaine de la Toussaint : ce qui permettait ainsi de disperser tous les travailleurs dès le lendemain de cette annonce.

*Diminution importante de nos salaires* : entre 100 F et 400 F de moins (les ingénieurs et hauts cadres ne sont pas touchés par le chômage partiel !)

*Annonce de 250 à 350 personnes en trop dans l'usine.*

\*\*\*\*\*

Face à cela, dès la nouvelle, la section syndicale CFDT décidait d'appeler tous les travailleurs à rester devant l'usine à 6h et à 14h (heures de rentrée des équipes) afin de discuter tous ensemble des actions à entreprendre.

Nous avons alors rencontré les responsables de la section syndicale CGT pour leur demander s'ils étaient d'accord avec notre proposition, afin de faire bloc à l'entrée de l'usine pour encourager l'ensemble des travailleurs, les déterminer à l'action par notre volonté commune d'agir.

Vendredi matin, à 5h 30, nous étions devant l'usine, avec un mégaphone, appelant les travailleurs à se regrouper avant le travail pour discuter collectivement. Or, les délégués CGT, en haie d'honneur, se contentèrent de distribuer un tract,

en déclarant : «La CFDT nous appelle à rester maintenant, la CGT nous dit : à lundi !...» Que firent les travailleurs ? Des petits groupes hésitent, pendant que la grande masse du personnel, désorienté, s'engouffra dans l'usine.

A 14h, ce fut pire encore ! La moitié des délégués CGT firent le même appel, continuant à bafouer l'appel commun décidé la veille ; quant à l'autre moitié, placée à l'extérieur de l'usine aux portes de la première entrée, elle appelait, au mégaphone, les travailleurs à venir à une réunion du P«C»F organisée sur le quartier le soir même, au sujet des «libertés» !

Le résultat de lundi ?

Il y avait les révisionnistes du quartier, et de l'usine, encadrés par des «personnalités» connues comme Llabres, et à peine une quinzaine de travailleurs et les pancartes du P«C»F sur le Programme commun dominaient !

Pas question de discuter ! A 10 heures, le responsable CGT appela «tout le monde» (!) à partir pour aller en manifestation voir Simone Veil qui présidait ce matin-là à l'inauguration d'un centre hospitalier universitaire de Toulouse.

Voilà comment les dirigeants révisionnistes de la CGT sabotent l'unité des travailleurs et leur lutte ! Ils n'ont qu'un but : se servir de la classe ouvrière pour faire passer le Programme commun et arriver au pouvoir !

Les communistes marxistes-léninistes de l'usine continuent le combat à Motorola, avec la section CFDT, pour organiser et unir les travailleurs et exiger : le paiement intégral des jours chômés, et pas un seul licenciement.



Après 3 semaines de greve

VICTOIRE CONTRE UN LICENCIEMENT AUX ETS BLIN (Rennes)

Devant la fermeté des grévistes, l'ampleur du soutien qui commençait à s'organiser, le patron a préféré céder ! (Voir H.R. No 348). L'employée licenciée est réintégrée, c'est à environ 200 F d'augmentation de salaire pour tous que le patron a dû consentir, plus quelques autres avantages.



Le piquet de greve (Photo HR).

C'est la tête haute que les employés ont repris le travail : ils nous le disaient le soir de la reprise : «C'était notre première greve, maintenant on sait comment faire pour avoir quelque chose. Le patron peut se tenir à carreau...»

Correspondant H.R.

Echos

Tours : à COFAL S.A. (ex. Confection Lochoise)

Le 9 octobre, les travailleurs de Cofal SA (19 personnes, ouvrières et directeur technique) décident d'occuper l'atelier après la décision brutale du PDG de fermer boutique.

Le personnel exige : aucun licenciement ; aucun démantèlement de l'entreprise ; réembauchage de tous et sur place ; respect de leurs droits acquis.



Des délégués de Caron-Ozanne sont venus leur rendre visite, une délégation de Lip est attendue.

Les ouvrières confectionnent des lapins en peluche, des coussins, etc., proposés comme soutien.

Les travailleurs tous syndiqués CFDT sont décidés à occuper l'atelier jusqu'à la satisfaction de leurs revendications avec l'appui de toute la population de la région.

Correspondant H.R.

Air France: extension de la lutte

Air-France est une entreprise nationalisée. Mais cela ne veut absolument pas dire que les conditions de travail y sont moins dures et que les travailleurs n'y sont plus exploités, bien au contraire. Dans notre société capitaliste, c'est la bourgeoisie qui détient tout le pouvoir et qui soumet dans ses entreprises nationalisées ou non les travailleurs à la même exploitation capitaliste. Ceux d'Air-France peuvent en témoigner.

C'est pour cela que depuis plus d'un mois, les travailleurs d'Air-France, et notamment le personnel au sol, mènent la lutte. Ils se battent contre les licenciements qui menacent - y compris à Roissy où officiellement la garantie de l'emploi était pourtant assurée jusqu'à la fin de 1977 -, et pour obtenir en particulier des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail.

La forme de lutte qu'a adoptée le personnel au sol est celle des grèves tournantes qui, lorsqu'elles touchent des points névralgiques, peuvent paralyser le trafic, et qui, pour le moins, perturbent sérieusement les horaires.

Parmi les nombreuses actions entreprises par les travailleurs, celle du 20 octobre à Orly où les manutentionnaires de piste en greve ont empêché le chargement des bagages des passagers, rendant ainsi totalement inefficaces les tentatives de jaunes pour briser la lutte. A plusieurs reprises également, les travailleurs ont manifesté sur les aires de stationnement empêchant ainsi toute circulation des avions.

Face à cette lutte, la seule réponse que trouve la bourgeoisie, c'est la répression. Et c'est pour cela qu'elle a envoyé dans les différents aéroports et notamment à Orly d'importantes forces de police. Loin d'intimider les travailleurs, ces forces de répression, chaque jour renforcées de nouvelles compagnies de CRS, font croître leur colère et leur détermination à vaincre.

LES CHIENS DE GARDE DE LA BOURGEOISIE SONT MIS EN DÉROUTE

Ainsi, par exemple, pendant qu'une compagnie de CRS était envoyée en renfort à Orly le 21 octobre, pour éviter que ne se reproduisent les manifestations de la veille sur les pistes, plusieurs groupes comptant chacun plusieurs centaines de travailleurs bloquaient la circulation sur la RN 7 et sur les bretelles d'accès à l'aérogare empêchant ainsi les voyageurs d'y parvenir.

De même, le 27 octobre, plus de 1 500 grévistes d'Air-France devaient occuper pendant plus d'une heure le hall du rez-de-chaussée de l'aérogare sud d'Orly rendant ainsi impossible le déroulement habituel des opérations d'enregistrement, et retardant donc le départ des avions.

Le 28 à Orly, des grévistes occupaient la salle des télétypes qui assurent la régulation des vols.

Le 29, plusieurs milliers de travailleurs d'Air-France manifestaient du Châtelet à la place du Palais Royal à Paris, pour populari-

ser leur combat. Ils devaient ainsi faire la preuve que la bourgeoisie et son gouvernement peuvent bien leur envoyer leurs flics, cela n'entame en rien la combativité des travailleurs.

Le 30, les débrayages du personnel au sol d'Air-France se poursuivaient avec le soutien de la CGT et de la CFDT. Les grévistes occupaient quelque temps le standard et différents autres services d'Orly.

Le 31, ils investissaient, dans la matinée, le centre administratif de la compagnie à Orly ainsi que les ateliers où sont stationnés et entretenus les avions. Les travailleurs interdisaient en outre aux non-grévistes l'accès de ces locaux et des bureaux correspondants.

Le 1er novembre, c'est à Roissy que les personnels au sol d'Air-France durcissaient à leur tour la lutte. Employés de pistes, chauffeurs de tracteurs, de cars, assistants d'avion, manutentionnaires, agents de magasin, personnels d'entretien et de fret, qui participaient tous depuis le 2 octobre à des mouvements tournants, déclenchaient ce jour une greve reconductible de 24 heures. Ils occupaient deux des locaux d'Air-France et une partie des parkings avions d'où ils devaient par la suite être expulsés par les CRS.

Le 3 novembre, à 4 heures du matin, plusieurs centaines de CRS et de gardes-mobiles faisaient évacuer les services d'entretien à Roissy. Une heure plus tard d'importantes forces de CRS s'attaquaient également aux grévistes qui occupaient depuis trois jours à Orly les ateliers d'Air-France ainsi que les bâtiments administratifs de la compagnie.

En outre, la lutte se développe en province. Ainsi les travailleurs d'Air-France de Lyon-Satolas organisaient les 24 et 25 octobre divers mouvements de greve. A Nice, le personnel d'Air-France décidait le 3 novembre d'une greve de 24 heures.

\*\*\*\*\*

Contre la répression, organisée par le gouvernement, contre la direction qui se maintient sur ses positions, le mouvement de lutte des travailleurs d'Air-France se développe et gagne chaque jour de nouveaux travailleurs. Depuis presque une semaine, ils sont 90 % à Orly et pratiquement 100 % à Roissy à suivre les débrayages et à participer aux différentes actions. De plus en plus aussi, leur combat gagne la sympathie du personnel des autres compagnies et des travailleurs extérieurs aux aéroports : forts de ce soutien les travailleurs d'Air-France vaincront.

Corbeil-Essonnes (91) : GILARDONI EN GREVE

Les travailleurs de l'usine Gilardoni, tuilerie de Corbeil sont en greve contre le licenciement de 50 % des effectifs de l'entreprise, soit 190 ouvriers.

Cette usine emploie de nombreux travailleurs immigrés dans des conditions de travail très difficiles et un salaire tout juste égal au SMIG.

Gilardoni est un groupe important, 21 usines en France dans le Nord et la Normandie. Le patron a fait récemment un profit de 600 millions de francs par l'expropria-

tion de terrains appartenant à l'usine (quartier «les Tarterets»).

La CGT (union locale) et le P=C=F qui tiennent la mairie (Combrisson, député-maire P=C=F) font grand tapage sur les mots d'ordre : «Gilardoni peut et doit vivre». Développant des arguments de patron : les investissements sont possibles, les marchés existent, etc. Les intérêts des travailleurs passent après et ne sont là que comme faire valoir de leurs sales combines.

Correspondant H.R.

## La nouvelle extrême gauche (1)

### LE PCF N'EST PLUS L'EXTREME GAUCHE

Puisque nous ouvrons ici l'enquête sur l'«*extrême-gauche*» en France aujourd'hui, il faut commencer par poser la question : qu'est-ce que l'«*extrême-gauche*». Il ne s'agit pas de donner une définition scientifique d'une expression qui ne l'est pas mais plutôt de rappeler son sens courant. En gros on peut dire que le terme *extrême-gauche* désigne traditionnellement les formations politiques qui se sont trouvées depuis la Révolution bourgeoise de 1789 à la gauche de la gauche parlementaire. Les partis bourgeois se sont toujours divisés en droite et gauche, conservateurs et réformistes, etc. Ces divisions et oppositions qui ont pu prendre des formes aiguës au moins en paroles, reflètent les divergences de tactiques et de clans au sein de la bourgeoisie.

L'«*extrême-gauche*» allant plus loin remet en cause les bases mêmes du système qu'elle se propose de transformer radicalement par la révolution.

#### ANCIENNE ET NOUVELLE «EXTREME-GAUCHE»

Pendant longtemps, de sa naissance en 1920 à Tours aux débuts des années 50, le PCF constituait l'«*extrême-gauche*» : même s'il avait des activités parlementaires sa ligne fondamentale consistait à préparer le renversement de l'ordre bourgeois par la violence des masses populaires.

Aujourd'hui, de façon éclatante pour tous, notamment depuis 1968, une nouvelle «*extrême-gauche*» est apparue. Pourquoi cette nouvelle «*extrême-gauche*», et quelles sont les particularités des diverses formations qui s'en réclament ? Si l'on réfléchit à ce problème, on arrive vite à cette conclusion : la «*nouvelle extrême-gauche*» se définit par rapport à l'«*ancienne*» et les clivages qui s'y manifestent se font pour l'essentiel sur l'attitude que les diverses formations adoptent par rapport au PCF.

Le PCF est-il encore aujourd'hui un parti révolutionnaire et ouvrier ? Ou bien un parti réformiste, un parti bourgeois, le principal pilier de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers ?

Il serait bien entendu facile de démontrer, textes à l'appui, que les dirigeants du PCF ont abandonné totalement, sur le plan théorique, la voie des principes révolutionnaires de la classe ouvrière. Mais sans doute est-il préférable d'aborder plus simplement la question à travers des manifestations disons quotidiennes de l'activité du PCF, à travers son comportement et ce que des millions d'ouvriers, de travailleurs peuvent constater par leur propre expérience. A cet égard, nous avons publié la semaine dernière une enquête réalisée par des ouvriers de l'usine d'Alsthom à Saint-Ouen (banlieue parisienne). Sous le titre «*Le PCF une affaire qui marche*» le document publié par ces ouvriers démontre que le PCF gère en capitaliste bon nombre de grosses affaires et que pour ce parti, l'argent n'a pas d'odeur, pas même celle de la sueur et du sang de l'ouvrier. D'ailleurs comme pour confirmer cette appréciation on apprenait qu'une grève venait d'éclater à l'«*Humanité*» : les ouvriers de l'imprimerie s'étant révoltés contre des menaces de licenciements.

L'interpénétration de l'appareil du PCF et d'entreprises capitalistes, l'origine honteuse de ses milliards, les subventions plus ou moins discrètes que l'URSS impérialiste de Brejnev lui fournit par la voie de la Banque du Nord, tout cela démontre déjà que ce parti n'est plus un parti révolu-

tionnaire et n'est plus un parti ouvrier, un parti qui envisage la société et le monde à partir du point de vue de la classe ouvrière.

#### LA DÉGÉNÉRESCENCE DU PCF, AU JOUR, LE JOUR

Mais on peut avoir d'autres preuves de la dégénérescence du PCF. Des preuves plus immédiates encore pour des millions de gens : ce sont les positions de classe des adhérents du PCF qu'ils cotoient et qu'ils jugent sur leurs positions dans la vie de tous les jours, sur leur mode de vie, sur leur comportement dans les affrontements de classe, sur leur origine sociale bien souvent aussi.

On ne peut juger un parti uniquement sur les déclarations de ses dirigeants et même si dans leur grand nombre les militants du PCF sont sincères, ils n'en sont pas moins les représentants d'une idéologie et d'une politique contraires aux intérêts ouvriers.

A ce propos une intéressante enquête, peu suspecte d'être anti-PCF à priori, puisqu'un membre du PCF y a participé, vient de paraître sous le titre : «*L'adhésion, les nouveaux communistes de 1975*».

Ce livre présente l'avantage de rassembler des témoignages de nouveaux adhérents du PCF tant sur leur conception du monde que sur les raisons de leur adhésion. C'est ainsi que l'on peut lire noir sur blanc des phrases bien souvent prononcées dans la vie courante par les militants de ce parti.

#### «HUMANISME ET CHARITÉ CHRÉTIENNE»

Marx et Engels, ces deux grands dirigeants révolutionnaires de la classe ouvrière, dont les noms n'ont jamais cessé d'être associés à toutes les grandes révolutions qui ont bouleversé le monde depuis plus d'un siècle, écrivaient à la fin du «*Manifeste du Parti communiste*» : «*Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leur but ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.*»

#### PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Le moins qu'on puisse dire c'est que les militants du PCF n'ont rien à voir avec cet esprit révolutionnaire. D'abord parce qu'ils ont eux, quelque chose à perdre, certains privilèges qu'ils veulent conserver (c'est surtout dans la moyenne, la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière que recrute le PCF. Et il y a même pas mal de patrons qui ont leur carte !).

Assez typique à cet égard est la naïve réflexion de cette nouvelle adhérente, enseignante, qui déclare à ses interlocuteurs : «*... la vie n'a pas donné aux autres la possibilité de s'élever et je le déplore. J'ai un bon traitement, une bonne vie, je ne suis pas gênée matériellement. Je ne voudrais pas être comme les ouvriers. Je voudrais qu'eux soient comme moi. Je me sens solidaire de la classe ouvrière.*»

Que sa situation, ses privilèges soient le produit d'une société de classe où les intellectuels bénéficient d'une position sociale avantageuse par rapport à la masse des ouvriers et des paysans, qui constituent la grande majorité de la population française, cela n'effleure pas l'esprit

de cette «*brave*» femme imprégnée de sentiments de «*charité chrétienne*».

Et qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas là d'un hasard, d'une militante non encore transformée dans «*le creuset du parti*». C'est le reflet d'une politique consciente du PCF qui défend la hiérarchisation actuelle de la société. Tous les travailleurs savent d'ailleurs que sous l'impulsion du PCF, la CGT défend le principe injuste des augmentations hiérarchisées qui permettent à un ingénieur d'être augmenté bien plus qu'un ouvrier. C'est une ligne à long terme : dans la société de demain que propose le PCF chaque chose sera à sa place et chaque place aura sa chose : les ouvriers à la production, les cadres à la direction et à la gestion avec quelques aristocrates ouvriers qui se seront «*élevés*» comme dirait notre «*brave*» adhérente.

Comme le souligne l'une des deux responsables de l'enquête à propos des membres du PCF face à «*la société de demain*» :

«*L'immense majorité des nouveaux communistes s'en tiendra donc à un catalogue de revendications. Une sorte de cahier des charges qui énumère les injustices et les inégalités les plus flagrantes de notre société...*»

Un tel point de vue qui revient à des aménagements de l'exploitation de la classe ouvrière, de sa domination par des couches sociales bourgeoises ne part pas du point de vue des ouvriers, de la masse des pauvres, mais d'un point de vue de privilégiés. Quand ils disent : «*je suis solidaire de la classe ouvrière*» cela veut dire en fait «*la classe ouvrière doit être solidaire de moi*». NON LE PCF N'EST PAS UN PARTI OUVRIER.

#### UN PARTI D'ORDRE

Comme il aime à le dire, le PCF est un parti d'ordre. Désirant conserver la structure sociale actuelle il est normal qu'il ne puisse supporter l'idée de la violence de la classe révolutionnaire des ouvriers. «*Comment renverser le régime en place et instaurer les bases d'une société socialiste ? Lorsqu'on pose cette question-là, tout le monde est d'accord : il faut passer par la voie légale, celle des élections... la prise du pouvoir par la force est écartée*». Tel est le constat clair, net, précis, sans bavure, que fait l'enquêteuse. Et enfin comme pour être plus claire, l'enquêteuse pose la question : «*Pensez-vous que le Parti communiste soit révolutionnaire ?*» et elle résume ainsi les réponses reçues :

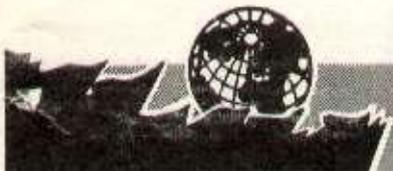
«*Point essentiel à noter, à cette question directe, la très grande majorité des nouveaux communistes ne répond pas directement. Ils commencent d'abord par tenter de définir quelle réalité ils mettent sous le mot "révolution". Nous verrons plus en détail leurs analyses, mais disons tout de suite que certains ont eu, spontanément, une réaction négative devant le mot, et la violence supposée qu'il véhicule.*»

«*Quelques adhérents, des ouvriers d'ailleurs, ont marqué un vrai recul devant le mot révolution et à la question "penses-tu que le Parti communiste soit révolutionnaire ?", ils ont répondu : "Non, je le crois normal". La révolution c'est la merde.*»

Réponse qui a le mérite d'être franche.

On est loin on le voit du «*Manifeste du Parti communiste*» de Marx et Engels qui faisaient trembler les classes exploiteuses.

Il est clair et irréversible que le PCF n'est plus l'«*extrême-gauche*».



A Pékin, Teng Hsiao-ping déclare :

## LE MONDE MARCHE VERS LA LUMIERE ET LE PROGRES

Recevant le chancelier fédéral ouest-allemand, Helmut Schmidt, le vice-premier-ministre chinois Teng Hsiao-ping a réaffirmé à cette occasion la position de la République populaire de Chine sur le fait qu'une troisième guerre mondiale, provoquée par la rivalité américano-soviétique, apparaît aujourd'hui inévitable quelle que soit la profondeur de l'aspiration à la paix des peuples du monde. Mais il a reprecisé aussi pourquoi ces derniers sortiront nécessairement vainqueurs et renforcés de cette épreuve. Nous reproduisons ci-dessous les principaux passages de son intervention de bienvenue.

« A l'heure actuelle, les peuples du monde portent un vif intérêt à l'évolution de la situation internationale. Est-ce, en fin de compte, la détente qui est entrée dans une phase nouvelle ou le danger d'une nouvelle guerre mondiale qui s'accroît ? C'est là une question très sérieuse.

« Il est tout à fait compréhensible que les peuples européens, qui ont connu deux guerres mondiales, veuillent la paix et la sécurité. Le peuple chinois, qui a subi de rudes épreuves, veut également une conjoncture relativement favorable pour mener la révolution et l'édification socialistes dans sa patrie. Or, l'arbre préfère le calme, mais le vent continue de souffler. La rigoureuse réalité est que les superpuissances se disputent avec un zèle redoublé en vue de l'hégémonie mondiale. Partout où elles portent leur dispute, il n'y a pas la tranquillité. Le point-clé de leur rivalité, c'est l'Europe. 30 ans se sont déjà écoulés depuis la fin de la Seconde guerre mondiale ; néanmoins, l'Europe demeure toujours dans une situation marquée par un affrontement

armé de plus en plus intense. Cet état de choses mérite de sérieuses réflexions. Maintenant, on se rend clairement compte que c'est précisément la superpuissance prônant le plus bruyamment la détente et le désarmement qui se livre de plus belle à l'expansion des armements et aux préparatifs de guerre, maintient une posture offensive dépassant de loin les besoins de sa défense et menace les peuples de l'Europe comme ceux du reste du monde. Que les superpuissances poursuivent avec tant d'acharnement leur rivalité et intensifient avec tant de rage l'expansion des armements, cela aboutira un jour ou l'autre à la guerre. En vue de leurrer l'opinion publique, les hégémonistes se déguisent très souvent en anges de paix. Cependant, il faut, pour reprendre un adage chinois, "prendre note de leurs paroles, mais les juger d'après leurs actes". Qu'il s'agisse de traités ou de déclarations, ils peuvent les déchirer à tout moment. Sur ce chapitre, les peuples du monde ont eu bien des expériences et des leçons. On doit donc redoubler de vigilance à cet égard, être bien préparé et ne pas se complaire dans l'insouciance. Sinon, on aura à en souffrir énormément...

« L'histoire peut connaître, au cours de son développement, tels ou tels détours, flux et reflux ; mais, le monde marche indubitablement vers la lumière, vers le progrès. La justice n'est pas du côté de l'hégémonisme, elle est entre les mains des peuples du monde. Les superpuissances, assaillies de difficultés tant intérieures qu'extérieures, traînent une existence toujours plus précaire. Les hégémonistes se conduisent en despotes, cela comporte en soi les facteurs de la défaite... »

## ESPAGNE :

### Juan Carlos remplace Franco... le franquisme continue

Bon gré mal gré, Juan-Carlos a dû se résigner à ne prendre le pouvoir que par intérim en attendant de l'exercer à part entière après la mort officielle de Franco. Le début de son règne manifeste bien sa volonté de « continuité » : 37 syndicalistes et socialistes ont été arrêtés le jour même de son accès aux fonctions de chef d'Etat !

Le problème de la succession de Franco n'est pourtant pas réglé pour autant. Le ballet continue entre les différents prétendants qui se bousculent au portillon pour orienter le régime dans tel ou tel sens... toujours au service des monopoles espagnols et d'un impérialisme ou de l'autre.

C'est ainsi que, au cours d'une très officielle conférence de presse tenue publiquement à Madrid entre tenants de la « Junte démocratique » et de la « Convergence démocratique », les dirigeants du Parti communiste espagnol (PCE) pro-soviétique, ont fait une « petite concession » à leurs partenaires et rivaux socialistes. En rendant publique la plate-forme commune affirmant leur volonté d'imposer « de façon pacifique » la construction « d'un système démocratique pluraliste basé sur la souveraineté populaire », ils se sont abstenus d'attaquer la personne de Juan-Carlos, laissant ainsi ouvertes toutes les possibilités d'une éventuelle collaboration avec celui dont ils affirmaient, quelques jours plus tôt, qu'il incarnait « la continuité du franquisme ».

Les peuples d'Espagne apprécieront à

leurs justes mesures les protestations « démocratiques » de ces messieurs !

### LES 6 POINTS DU FRAP

A la demande de nombreux camarades, nous reproduisons ci-dessous les 6 points du programme politique du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP). Créé en 1973 celui-ci rassemble, sur ce programme, les 11 organisations suivantes : Front espagnol de libération nationale — Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) — Avant-garde socialiste — Opposition syndicale ouvrière — comités anti-impérialistes — Fédération universitaire démocratique espagnole — Union populaire des femmes — Fédération des étudiants démocrates de l'enseignement moyen — Union populaire des professeurs démocrates — Mouvement des jeunes communistes (marxistes-léninistes) — Union des artistes plasticiens.

1) détruire la dictature fasciste et expulser l'impérialisme yankee, par la lutte révolutionnaire. — 2) établir une République populaire et fédérative qui soit garante des libertés démocratiques pour le peuple et des droits pour les minorités nationales. — 3) nationalisation de tous les biens monopolistes étrangers et confiscation des biens de l'oligarchie. — 4) profonde réforme agraire sur la base de la confiscation des grands « latifundios ». — 5) liquidation des restes du colonialisme espagnol. — 6) formation d'une armée au service du peuple.

## COMORES :

### POUR L'UNITÉ NATIONALE

Le gouvernement des Comores — ex-colonie française ayant récemment imposé son droit à l'indépendance — vient de protester contre la décision du gouvernement français de reconnaître l'indépendance à trois des quatre îles de l'Archipel, en organisant un référendum truqué lui permettant de maintenir sa domination sur l'île de Mayotte.

Le gouvernement des Comores déclare considérer « toutes décisions ou déclarations touchant au caractère sacré de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de l'Etat comorien, comme étant une provocation et une atteinte aux principes de la souveraineté nationale ». Il s'élève, en outre, contre la « déportation massive de l'île de Mayotte de tous les Comoriens favorables à l'unité nationale ».

## LA TURQUIE REVENDIQUE SON ADHÉSION A LA C.E.E.

Recevant le ministre des Affaires étrangères français, son homologue turc a précisé, à propos de Chypre, que son gouvernement « croit fermement qu'une solution satisfaisante au problème ne peut être trouvée que par la voie pacifique de négociations entre les deux communautés grecque et turque à Chypre ».

Abordant la question de l'Europe, il a précisé que la Turquie « en tant que pays européen attache une importance particulière à son association avec la Communauté économique européenne et déploie des efforts pour devenir, à l'issue de la durée prévue, membre à part entière de celle-ci ».

## MACAO :

### TENTATIVE D'INFILTRATION SOVIÉTIQUE

Les journaux chinois de Macao affirmaient dimanche en première page que l'Union soviétique cherche à s'implanter dans le territoire de Macao, colonie portugaise en terre chinoise. Ils dénoncent la volonté soviétique d'établir là une base d'activités subversives dirigées contre la Chine.

Selon eux, l'URSS négocie l'achat d'une banque locale dans ce but. Ces négociations seraient menées par une banque russe de Singapour et les fonds viendraient d'URSS.

## LES MAL-LOGÉS DES PAYS PAUVRES

Une réunion d'experts de l'ONU vient d'évoquer, à Genève, l'aggravation des conditions de logements dans les pays pauvres de la planète. Pour couvrir les besoins, d'ici la fin du siècle, il faudrait construire plus d'un milliard de logements. Dès maintenant, un milliard de personnes vivent dans des conditions reconnues comme « épouvantables ».

Selon les documents de l'ONU, 30 à 50 % des habitants des villes des pays pauvres vivent dans des bidonvilles. Cette situation est aggravée par un exode rural massif qui conduit au surpeuplement des villes : 60 % des latino-américains habitent déjà dans des villes. L'Afrique connaît la plus rapide urbanisation du monde : 5 % de plus chaque année.

Parmi les causes reconnues de cet état de fait, le comité de l'ONU a cité « le chômage et l'injuste répartition des revenus entre les différentes catégories de citoyens, la propriété privée du sol urbain et le manque de volonté politique pour résoudre la crise ». Il a également suggéré que « les gouvernements s'efforcent de fournir les infrastructures et enseignent des techniques simples faisant appel aux matériaux locaux ». C'est dans cette voie que se sont déjà engagés nombre de pays du tiers monde.

## LA VIE CHÈRE... MAIS DES MILLIERS DE TONNES DE POMMES JETÉES A LA DÉCHARGE



Ces jours-ci, à Saché, dans l'Indre-et-Loire, des tonnes de pommes étaient jetées à la décharge publique représentant 10 % de la production annuelle de la Touraine.

S'agit-il de fruits abîmés ou détruits par la grêle qui vient de frapper la région ? Non point. Seulement des pommes (Golden et

Richard)<sup>1</sup> issues de variétés sélectionnées et calibrées venant d'être cueillies.

Les paysans-travailleurs seraient-ils des gaspilleurs, alors que le prix des pommes est si cher sur les marchés urbains ? Certainement pas. En fait, il s'agit d'une mesure des autorités bourgeoises en vue de maintenir les cours, c'est-à-dire maintenir les taux de profits des négociants, intermédiaires et grossistes. Car en régime capitaliste on ne vient pas en aide aux petits producteurs pour que les prix de vente de leurs produits correspondent au travail fourni : on préfère détruire des biens alimentaires pour faire monter artificiellement les prix.

Quel est le résultat : des prix élevés en ville et des indemnités pour les petits producteurs. L'Etat verse en effet une indemnité basée sur un prix dit d'intervention. Mais cette indemnité est d'une part loin de payer le paysan de son travail et d'autre part elle est payée par le contribuable ; c'est-à-dire finalement par l'impôt de l'ouvrier et du paysan-travailleur... C'est du vol pur et simple.

<sup>1</sup> Les pommes en question sont payées environ 50 centimes au producteur ; elles sont vendues actuellement sur les marchés urbains autour de 3 F le kilo.

### PROCES DE PAYSANS A BREST ET A MORLAIX

## La loi anticasseurs ou briser les luttes à la campagne

A Brest, vendredi dernier, huit paysans-travailleurs du Finistère comparaissent devant le tribunal de grande instance inculpés sous le coup de la loi anticasseurs pour des actions menées en juillet 1974.

Les paysans-travailleurs de ce département pour protester contre les trafics capitalistes sur le marché bovin avaient stoppé à Landernau la ligne de chemin de fer et marqué le train d'inscriptions antimonopolistes.

Les paysans-travailleurs qui ont été jugés à Brest sont tous des délégués syndicaux. Cette mesure vise donc les dirigeants dans le but de stopper le mouvement revendicatif, qui croît à la campagne.

Le jugement définitif sera rendu le 28 novembre.

A Morlaix, huit autres paysans-travailleurs du Finistère ont été condamnés à des peines de prisons avec sursis, suivant les termes de la loi anticasseurs.

### CHOMAGE

Les experts bourgeois prévoient 1,3 millions de chômeurs au printemps.

Selon les informations données par les revues économiques de la bourgeoisie monopoliste en ce début de semaine, la reprise n'est pas pour demain. Elles prévoient en effet une augmentation importante du nombre de chômeurs d'ici le printemps, pour atteindre à cette période 1,3 millions de chômeurs.

De fait chacun sait que ces chiffres-là sont entièrement faussés du fait du non enregistrement de jeunes n'ayant jamais travaillé (environ 300 000 cet automne).

Il s'agit là encore de délégués syndicaux. Ils sont en outre condamnés à payer en tout 65 000 F de dommages et intérêts au trésor public, partie civile.

Non seulement, les trusts alimentaires violent quotidiennement la paysannerie travailleuse, mais en plus il lui faut verser à l'Etat qui est au service de ces firmes un impôt supplémentaire sous prétexte de dégradation.

Une chose pourtant est sûre, le pouvoir a peur de la montée de la colère autant à la ville qu'à la campagne.

Ces procès d'intimidation ne pourront l'empêcher d'exploser.

### HAUSSE DES PRIX DES ALIMENTS DE BÉTAIL EN FRANCE PRÉVISIBLE

L'agriculture soviétique en pleine crise n'a pas permis à l'URSS d'obtenir la récolte de tournesols prévue par le plan.

Le gouvernement de cette superpuissance a donc décidé d'intervenir une fois de plus sur le marché mondial des oléagineux en achetant de grandes quantités de soja.

Or, les agriculteurs en particulier le savent bien, notre pays n'est pas indépendant pour cette production et doit largement l'importer, notamment des USA. Les aliments de bétail — à base de soja pour l'essentiel — subiront à coup sûr le contre-coup de cette mesure.

Une politique agricole et alimentaire véritablement indépendante des superpuissances est donc plus nécessaire que jamais.

Le régime actuel peut-il développer une telle politique ? C'est là toute la question...



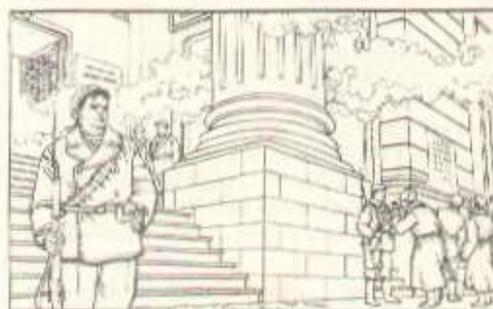
### LENINE EN

### OCTOBRE 1917

Résumé : Lénine, Staline et le Comité central déclenchent la Révolution. Les ouvriers, les marins et les soldats révolutionnaires se lancent dans l'action.



103) Le courant de la Révolution affronte rapidement la classe bourgeoise. L'armée de la Révolution entre courageusement dans la ville. La centrale téléphonique est occupée ainsi que le grand pont qui traverse la Néva.



104) Le 25 octobre 1917 (7 novembre), au petit matin, tous les ponts qui traversent la Néva, le bureau des télécommunications, la station de radio-diffusion, la gare de chemin de fer, la banque nationale, tous les établissements importants sont occupés par l'armée révolutionnaire sauf le Palais d'hiver où se trouve le gouvernement provisoire. Toute la ville est sous le contrôle du prolétariat et de l'armée révolutionnaire.



105) Le matin, le Comité militaire révolutionnaire a publié un appel écrit par Lénine « Aux citoyens de la Russie » qui déclare aux masses : « Le gouvernement provisoire est renversé. Le pouvoir de l'Etat est passé aux mains de l'organe des soviets des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, le Comité militaire révolutionnaire est à la tête du prolétariat et de la garnison de Pétrograd. »



106) L'après-midi, le Congrès des délégués des soviets représentant des ouvriers et des soldats de Pétrograd s'est ouvert. Lénine a fait un rapport à ce congrès sur les tâches du pouvoir des soviets. Il déclare solennellement : « Camarades, la Révolution des ouvriers et des paysans dont le parti bolchevik ne cessait de proclamer la nécessité s'est accomplie... » Des applaudissements assourdissants éclatent dans toute la salle. Lénine crie : « Vive la Révolution socialiste dans le monde entier ! »

(A suivre)



### DE NOS MILITANTS DE MOSELLE

Nous publions ci-dessous une lettre de nos militants de Moselle qui viennent de participer à un meeting organisé par le député du P.C.F. Depietri le 25 octobre.

Quand on pose les véritables questions, nul doute que beaucoup de travailleurs et de militants du Parti communiste français, discutent, débattent avec nous. C'est une excellente chose qu'il faut poursuivre.

Samedi 25 octobre, le député révisionniste Depietri de la circonscription tenait à Fontoy (Moselle) un meeting-débat, histoire de sortir de sa hotte tel l'enchanteur le toujours «jeune» Programme commun.

L'assistance, 50 personnes environ, était constituée pour une grande part de vieux militants.

D'abord un long monologue de M. le député sur la crise (notre région sidérurgique est l'une des plus touchées), la nationalisation de la sidérurgie, les li-

bertés, le Programme commun, etc.

Puis nous en sommes venus aux choses sérieuses, une fois le débat engagé, débat dont sans doute les 3 ou 4 dirigeants révisos se seraient bien passés.

En effet après nous être présentés, nous reprîmes un à un leurs arguments en plaçant quelques questions notamment sur les libertés (manifestation du FRAP et Tchécoslovaquie), sur les dirigeants révisionnistes préférent 250 licenciements à 300.

Face à notre détermination, Depietri ne put répliquer que par des insinuations et des calomnies sans fondements ; il perdit tant de sa superbe qu'il en arriva à glorifier la Russie socialiste de Lénine et de Staline... nul doute que si Marchais ou Brejnev avaient été présents, ils en auraient été surpris, pour le moins.

La majorité de l'assistance se rendit compte du détournement du débat organisé par Depietri.

Beaucoup d'entre eux vinrent nous rejoindre pour demander des informations, ou une prise de contact.

Devant cette débâcle, Depietri, dut raccourcir le débat et quitter la salle dans une indifférence presque totale.

Le vrai débat quant à lui, se poursuivit fructueusement avec une bonne partie de l'assistance.

Nul doute que de plus en plus les dirigeants révisionnistes sont sur la défensive et qu'ils sont amenés tôt ou tard à démasquer leur visage de nouveaux bourgeois, fervents défenseurs du capitalisme et serviteurs zélés de leurs maîtres de Moscou.

C'est dans la pratique quotidienne de la lutte classe contre classe que jailliront les communistes révolutionnaires tous unis autour du parti marxiste-léniniste unique.

Salutations communistes  
Correspondant H.R.

### PROLETARIAT

Revue théorique et politique, marxiste-léniniste et de la pensée-maoïsetoung ; le No11 est paru.

#### AU SOMMAIRE :

- Rectifions nos erreurs (Henri Jour) — A propos d'un article d'Alain Badiou : Comment mieux combattre le révisionnisme dans les syndicats ? (Gaston Lespoir) — Cinq mois de grève à Badin-Toulouse — Le mouvement révolutionnaire paysan va de l'avant (Lucien Nouveau) — Chine 75 : la révolution dans l'enseignement — Document : l'impérialisme, la Bretagne et la révolution prolétarienne — Notes de lecture.

Distribution commerciale assurée par E100, 24, rue Philippe-de-Girard, 75010 Paris.

L'exemplaire : 10F.

#### DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : ..... PRENOM : .....  
 AGE : ..... PROFESSION : .....  
 ADRESSE : .....

SIGNATURE :



### Commune de Paris — mars 1871

La presse du prolétariat révolutionnaire au service de ses luttes politiques et militaires. C'est l'une des cartes postales de soutien au quotidien, diffusé dans une pochette de 8 cartes postales. Prix: 20,00 F. Les commander, les diffuser : c'est une bonne forme de soutien politique et financier à notre quotidien.

## à ne pas manquer



tribune libre  
lundi 10 novembre  
19 h 40 3<sup>e</sup> chaine

# Les Marxistes-Léninistes de l'Humanité rouge

## s'adressent à vous

Cette affiche est à votre disposition pour faire connaître l'émission du 10 novembre.

L'émission de télé du 10 novembre sur FR 3, à 19 heures 40 suscite bien des initiatives ; jamais autant de lecteurs isolés, surtout de province, ne nous ont demandé du matériel de propagande pour faire connaître cette émission, la regarder, en discuter, débattre de la ligne et de l'activité des communistes marxistes-léninistes de France.

Pour cette raison, de nouvelles affiches sont tirées et seront envoyées.

Nous avons connaissance de multiples initiatives : réunions avec des voisins, débats organisés dans des Maisons de jeunes ou foyers, mobilisation d'amis et de sympathisants pour l'occasion.

Ce sont d'excellentes initiatives qui porteront leurs fruits.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

(Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

	Pli ouvert		Pli fermé	
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F		<input type="checkbox"/> 60 F	
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F		<input type="checkbox"/> 180 F	
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F		<input type="checkbox"/> 360 F	
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F		<input type="checkbox"/> 500 F	

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

# La «marche sur Hendaye» a renforcé la solidarité autour du FRAP et de l'ETA

De nombreuses mesures d'intimidations policières avaient été prises à la veille de la marche : interdiction de son déroulement contrôlé-policière, mobilisation massive de gendarmes et gardes mobiles dont plusieurs milliers investissaient le pays basque la veille de son déroulement.

La veille au soir, les organisations nationalistes basques, refusant le contrôle de ceux qui, nullement préoccupés de soutenir les peuples d'Espagne mais bien plutôt d'exploiter leurs luttes pour soigner leur propre publicité, tels les trotskystes, décidaient de retirer leur soutien à cette initiative. Ils craignaient aussi que les militants basques fassent, en définitive, les frais de cette énorme concentration policière.

Pourtant, cette initiative ayant rencontré un certain écho, il était important que la manifestation ait lieu dans de bonnes conditions, sur une juste ligne politique et avec l'accord des principaux intéressés, les représentants des peuples d'Espagne en lutte. C'est à cela que vont travailler les communistes marxistes-léninistes de France ; en liaison constante avec le FRAP, ils seront présents à la majeure partie des réunions et conférence de presse la veille et la nuit précédentes. A leur issue un accord intervint entre le FRAP et toutes les organisations basques : la marche se dirigerait sur Bayonne, sans provocations, en tête se placeraient les porte-drapeaux de la glorieuse République espagnole et du pays basque.

C'est dans ces conditions que la manifestation, regroupant entre 15 000 et 20 000

participants, s'ébranlait en début d'après-midi.

Les justes mots d'ordre du FRAP étaient largement repris dans les rangs de ses nombreux amis regroupés derrière lui. L'Internationale était chantée en espagnol et en français, de même que des chants révolutionnaires espagnols comme «Le Passage de l'Ebre» ou l'«Euzkogudari». Des tracts et brochures du FRAP étaient diffusés tout le long du cortège et les manifestants arboraient à la boutonnière le drapeau de la République populaire d'Espagne. Dans le cortège, qui s'étalait sur 2 à 3 km, de très nombreux drapeaux du FRAP claquaient au vent, sous la pluie battante qui n'arrêta pas de toute la journée.

A Bayonne un rassemblement avait lieu. Comme les trotskystes manifestaient clairement leur intention de ne pas laisser la parole aux compagnons des 5 martyrs du 27 septembre, plusieurs milliers de voix s'unirent soudain pour exiger «la parole au FRAP !» couvrant la puissante sono des prétendus organisateurs. Après une intervention des Basques, le FRAP prit donc la parole. Son porte-parole rappela le sens du combat mené et les données de la situation politique actuelle de l'Espagne, refusant toute solution de rechange au franquisme et réaffirmant la volonté d'instaurer à nouveau une république populaire et fédérative en Espagne. Des informations étaient également données sur le déroulement de la grève actuelle des ouvriers du bâtiment dirigée par l'Opposition syndicale ouvrière, membre du FRAP.

## SUITE DE L'EDITORIAL

La réalité doit être recherchée dans les faits et les faits ce sont les préparatifs de guerre prodigieux de l'URSS et des États-Unis : d'ailleurs tout en parlant à tort et à travers de «détente», les sociaux-impérialistes russes viennent de faire exploser leur 3<sup>e</sup> bombe nucléaire en douze jours !

La guerre inévitable est inscrite dans la nature impérialiste des deux superpuissances.

Aujourd'hui pour maintenir leurs positions face à l'offensive russe, les dirigeants américains pensent gagner du temps en appliquant une politique d'apaisement et de concessions.

Bien entendu c'est l'inverse qui se produira, tout comme la politique munichoise des impérialistes britanniques et français en 1938 ne calma pas les expansionnistes hitlériens mais au contraire précipita la guerre en les encourageant. Les impérialistes américains feraient bien de réfléchir à cela s'ils ne veulent pas connaître un nouveau «Pearl Harbour». Quoi qu'il en soit les peuples, notamment en Europe, point-clé de la dispute américano-russe, ne doivent compter avant tout que sur eux-mêmes : pour ne pas connaître les déboires des années 1940 il faut se préparer à affronter la guerre et l'agression impérialiste que la révolution précède la guerre ou que celle-ci amène la révolution.

## Les «5 heures pour l'Angola» du PCF UN FIASCO COMPLET

«L'Humanité» l'avait annoncé bruyamment : les 22 organisations «démocratiques» — entendez les coquilles vides que contrôle le PCF et quelques mouvements qu'il trompe dans ce genre d'initiatives — convoquaient la population parisienne vendredi dernier, salle de la Mutualité, pour exprimer son soutien inconditionnel au seul mouvement de libération angolais qui ait l'agrément de Moscou : le MPLA que dirige le docteur Aghostino Neto.

Le jour dit, moins de 150 personnes se retrouvaient au rendez-vous, après avoir acquittée la taxe d'entrée de 15 F «pour le soutien au MPLA», obligatoirement prélevée sur tout participant.

Les interventions présentées roulaient sur deux thèmes : «l'étonnement» et «le regret» que le PS n'ait pas jugé bon de se joindre à cette initiative ; la dénonciation des deux autres mouvements de libération angolais qui ont, eux aussi, participé à la lutte armée contre le colonialisme portugais, le FNLA et l'UNITA, accusés purement et simplement, d'être des «agents de l'impérialisme».

Le PCF défendait là, servilement, la devise de ses maîtres du Kremlin, celle de tout impérialisme : diviser pour régner. Il a obtenu le succès qu'il méritait !

Quant à nous, nous soutenons l'aspiration à l'unité du peuple angolais et sa volonté de régler lui-même ses propres affaires, débarrassée des ingérences des deux superpuissances, qui lui ont déjà coûté 20 000 morts en moins d'un an.

## PORTUGAL : BATAILLE AUTOUR DE «O SECULO»

La bataille se poursuit pour le contrôle du plus important quotidien de Lisbonne, «O Seculo», jusqu'ici totalement inféodé à la ligne pro-soviétique du PCP. Pour tenter de détourner la colère montante d'une partie des travailleurs et des lecteurs du journal, celui-ci vient d'impulser la mise en place d'une nouvelle direction, tout aussi pro-soviétique, au mépris de la volonté de la majorité écrasante des travailleurs du journal, exprimée la semaine passée au cours d'un vote.

Devant cette obstruction, les employés chargés de sa distribution l'ont boycotté hier matin et le journal n'a pu être distribué qu'avec un retard de plusieurs heures. Les journalistes du «groupe majoritaire» opposés à la direction, occupent des locaux du journal, sur le Rossio et s'affirment décidés à «tout faire pour empêcher que "O Seculo" continue à être l'instrument de la politique du parti de Cunha».

Le Conseil des ministres devait examiner hier l'affaire «O Seculo». Déjà la police militaire stationne devant les locaux du journal pour empêcher tout incident. Cette nouvelle affaire illustre bien l'apreté de la lutte que les forces pro-soviétiques mènent au Portugal pour s'emparer de la presse et, plus généralement de tous les moyens d'information. Mais elle illustre aussi un nouvel échec dans leur tentative d'imposer leur monopole sur l'information.

## TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AU BENGLA DESH ?

Lundi l'aéroport de Dacca, capitale du Bengladesh, était brusquement fermé à tout trafic pour une période indéterminée, toutes les communications avec le pays suspendues pendant que les émissions de la radio nationale s'interrompaient.

On annonce que les officiers généraux de l'armée auraient arrêté sept jeunes commandants qui avaient été à l'origine du coup d'État du mois d'août dernier, celui-ci avait coûté la vie au sheikh Mujibur Rahman, fervent ami des Soviétiques, au pillage desquels il avait largement ouvert les portes du pays.

L'actuel chef de l'État, le président Khondakar Mushtaq Ahmed, qui serait maintenu dans ses fonctions, venait de rétablir des relations diplomatiques avec le Pakistan et la Chine. Il se préparait, dit-on, à annoncer une série de mesures de libéralisation du régime visant à instaurer une démocratie de type parlementaire, en annonçant l'organisation d'élections générales en 1977.

Il venait surtout de s'attaquer aux milices armées de l'ancien chef d'État, favorables à la tutelle soviétique, en décidant leur dissolution et leur intégration, avec tout leur impressionnant équipement, dans les rangs de l'armée régulière du Bengladesh.

## VICTOIRE DES OUVRIERS DE SANCAR

La détermination et l'union des ouvriers de l'entreprise Sancar (meubles métalliques) dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ont payé.

Peu de temps après la conférence de presse au cours de laquelle les grévistes ont déclaré «on n'est pas décidé à lâcher», le patron qui jusqu'alors se refusait à satisfaire les revendications des grévistes a compris qu'il n'arriverait à rien.

Il a donc finalement cédé : le salaire brut passe pour les OS 2 de 1 038 F à 1 500 F par mois avec un engagement du patron d'une nouvelle majoration de 50 F en janvier et de 50 F en mars.